



AUDIENCE 23 NOVEMBRE 2018 POUVOIR D ACHAT FRAIS DE DEPLACEMENT CGT FINANCES PUBLIQUES DELEGATION SUD PYRENEES

A LA DEMANDE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES

Suite à la hausse importante des frais de carburant (augmentation des prix à la pompe) et de tous les frais liés à l'utilisation d'un véhicule automobile (contrôle technique assurance entretien,...) et suite à l'ensemble des mesures qui depuis plusieurs mois impactent lourdement la rémunération et le niveau de vie des agents des Finances Publiques, à savoir application du jour de carence en cas d'arrêt maladie, absence de revalorisation du point d'indice, augmentation de la CSG, non alignement du montant des indemnités kilométriques au niveau du barème kilométrique Impôt sur le revenu, augmentation des frais contraints (logement santé énergie...), les agents des finances publiques et les fonctionnaires en général voient leur niveau de vie se dégrader et leur pouvoir d'achat diminuer.

Ce ne sont pas les quelques mesures annoncées à la DGAFP le 17 octobre dernier qui vont pouvoir compenser des années de déclassement des agents de la Fonction Publique notamment dans les catégories C B et A.

Les agents des Finances Publiques affectés dans les directions locales composant l'interrégion Sud Pyrénées sont confrontés quotidiennement à des exigences de déplacement de plus en plus lourdes.

- pour les collègues qui ont vu leur emploi et leur service disparaître et qui ont dû par mobilité forcée allonger leur trajet domicile-travail **Plus de 1 000 emplois d'agents des Finances Publiques supprimés en dix ans 80 trésoreries Centres des Finances fermés dans la région**
- les collègues pour qui les centres de formation se trouvent à plus de 150 voire 200 km sans solution de transport en commun accessible. Ils et elles ont donc souvent l'obligation de prendre leur véhicule personnel.
- les collègues, suite à une promotion, à l'obtention d'un concours ou au passage d'une sélection ont été contraints de supporter pendant quelques mois voire parfois années des frais de double résidence ou des surcoûts liés à des mutations longtemps espérées.
- Les collègues exerçant une activité itinérante comme les géomètres les vérificateurs vérificatrices les agents des domaines (évaluateurs et gestion des patrimoines privés)" , les EDR Equipes de Renfort ont un budget frais de déplacement en forte augmentation sans compensation immédiate.
- Une attention particulière aux situations personnelles des agents dits Berkani, aux contractuels et en général aux catégories les plus défavorisées et les plus précarisées (foyer à parent unique, temps partiel subi, ...)



Quelles propositions concrètes de la CGT Finances Publiques ?

- Revalorisation immédiate des indemnités kilométriques au niveau du barème impôt sur le revenu 2018 voire 2019. L'augmentation prévue promise de 17 % au dernier groupe de travail Fonction Publique au rendez vous salarial du 17 octobre est loin de ce niveau.
- mise en place de véhicules de service et de carte de paiement par service
- assouplissement et élargissement du système des avances de frais dans l'application FDD.
- Prise en charge employeur de l'abonnement transport en commun au delà du seuil légal de 50%. La CGT propose une prise en charge à 100 %. (ce serait une incitation forte à l'utilisation des transports en commun quand c'est possible)
- Suspension des jours de carence en attendant leur abrogation et application la plus légère et la plus étalée dans le temps possible de cette mesure particulièrement inique.
- Revalorisation des indemnités de repas et des subventions des rationnaires des restaurants administratifs. Prise en compte de la question des communes étendues qui peuvent générer plusieurs km de déplacement pour atteindre le restaurant administratif. Application du taux plein de repas selon la situation géographique réelle.
- Augmentation des crédits de l'action sociale (logement aides à l'enfance à la perte d'autonomie vacances loisirs)
- Généralisation des prêts à taux zéro pour les agents des Finances

Nous sollicitons auprès de vous une information de cette audience dans les meilleurs délais de la Direction Générale des Finances Publiques dont vous êtes le représentant en région. La situation générale des agents des Finances Publiques et celle particulière de ceux et celles affectées dans la région requièrent une grande attention de votre part et des directions locales à qui nous vous demandons d'exiger un intérêt tout particulier aux situations financières sociales et médicales des agents de plus en plus durement éprouvés notamment dans les catégories les plus défavorisées.

Les représentants CGT Finances Publiques Région Midi Pyrénées Languedoc Roussillon